

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Repentigny

Code géographique : 60013

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Pelchat, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-01

Signature

Diane Pelchat

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Repentigny inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Gendron Ouellette Perreault

GENDRON OUELLETTE PERREAULT CPA INC. (1)
Société de comptables professionnels agréés

(1) Par Stéphane Gendron, CPA auditeur, CGA

DATE 2014-04-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	101 413 368	103 838 400	103 926 920				103 926 920
2 Compensations tenant lieu de taxes	2 980 430	2 977 770	2 923 666				2 923 666
3 Quotes-parts							
4 Transferts	4 119 790	4 960 890	5 875 393			123 706	5 999 099
5 Services rendus	4 843 362	4 794 600	5 783 902			684 165	5 700 464
6 Imposition de droits	5 557 311	4 201 400	4 908 327				4 908 327
7 Amendes et pénalités	3 714 472	3 852 640	3 467 557				3 467 557
8 Intérêts	1 043 072	650 000	1 184 290			2 317	1 186 607
9 Autres revenus	1 191 267	202 620	(902 158)			2 407 976	(142 627)
10	124 863 072	125 478 320	127 167 897			3 218 164	127 970 013
Investissement							
11 Taxes	108 981		169 364				169 364
12 Quotes-parts							
13 Transferts	3 688 388	9 577 500	10 717 070				10 717 070
Autres revenus							
14 Contributions des promoteurs	1 886 867	2 600 000	173 101				173 101
15 Autres	63 941		42 179				42 179
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
16							
17	5 748 177	12 177 500	11 101 714				11 101 714
18	130 611 249	137 655 820	138 269 611			3 218 164	139 071 727
Charges							
19 Administration générale	14 215 358	15 056 070	14 674 596		612 428		15 286 424
20 Sécurité publique	23 596 517	23 592 890	21 667 852		1 293 588		22 961 440
21 Transport	15 934 929	14 971 550	17 875 102		8 839 045		26 714 147
22 Hygiène du milieu	13 596 314	15 636 440	15 333 088		8 631 433		23 964 521
23 Santé et bien-être	1 144 958	1 205 090	1 192 122				1 192 122
24 Aménagement, urbanisme et développement	2 904 530	2 980 340	3 048 948		136 146		3 185 094
25 Loisirs et culture	20 522 591	21 005 210	21 507 262		3 562 759		25 742 878
26 Réseau d'électricité							
27 Frais de financement	11 830 032	14 417 240	11 773 981			14 697	11 788 678
28 Amortissement des immobilisations	22 224 519	26 186 970	23 075 399		(23 075 399)		
29	125 969 748	135 051 800	130 148 350			3 102 043	130 835 304
30	4 641 501	2 604 020	8 121 261			116 121	8 236 423
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé 1
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 641 501	2 604 020	8 121 261	116 121	8 236 423	
Moins: revenus d'investissement	2	(5 748 177)	(12 177 500)	(11 101 714)	()	(11 101 714)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 106 676)	(9 573 480)	(2 980 453)	116 121	(2 865 291)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	22 224 519	26 186 970	23 075 399	35 075	23 110 474	
Produit de cession	5	1 314 911		60 832		60 832	
(Gain) perte sur cession	6	358 638		418 847		418 847	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	23 898 068	26 186 970	23 555 078	35 075	23 590 153	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	20 515		(41 547)		(41 547)	
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	20 515		(41 547)		(41 547)	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	821 039		2 573 931		2 573 931	
Remboursement de la dette à long terme	17	(14 720 182)	(16 437 360)	(17 017 479)	(15 581)	(17 033 060)	
	18	(13 899 143)	(16 437 360)	(14 443 548)	(15 581)	(14 459 129)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(1 697 147)	()	956 078)	(42 086)	(998 164)	
Excédent (déficit) accumulé	20	(684)	550 000	549 789		549 789	
Excédent de fonctionnement non affecté	21	262 437	766 770	1 028 685		1 028 685	
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 793 679)	(1 250 000)	(1 769 974)		(1 769 974)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(242 900)	(242 900)	(242 900)		(242 900)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(3 471 973)	(176 130)	(1 390 478)	(42 086)	(1 432 564)	
	26	6 547 467	9 573 480	7 679 505	(22 592)	7 656 913	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 440 791		4 699 052	93 529	4 791 622	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2014-04-16"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés
Revenus d'investissement	1	5 748 177	12 177 500	11 101 714		11 101 714
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(962 796)	(884 840)	(571 104)	()	(571 104)
Sécurité publique	3	(1 372 440)	(456 300)	(928 533)	()	(928 533)
Transport	4	(9 047 960)	(19 568 450)	(12 688 996)	()	(12 688 996)
Hygiène du milieu	5	(10 188 467)	(7 059 700)	(13 329 391)	()	(13 329 391)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(123 963)	(126 050)	(233 864)	()	(233 864)
Loisirs et culture	8	(7 746 494)	(7 213 660)	(7 424 541)	(42 086)	(7 466 627)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(29 442 120)	(35 309 000)	(35 176 429)	(42 086)	(35 218 515)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(1 356)	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Emission ou acquisition	12	()	()	(587 015)	()	(587 015)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	33 647 781	21 522 500	29 238 172		29 238 172
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 697 147		956 078	42 086	998 164
Excédent accumulé	15					
Excédent de fonctionnement non affecté	16			426 199		426 199
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 683 290	1 609 000	1 410 500		1 410 500
Réserves financières et fonds réservés	18	3 380 437	1 609 000	2 792 777	42 086	2 834 863
	19	7 584 742	(12 177 500)	(3 732 495)		(3 732 495)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	13 332 919		7 369 219		7 369 219

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 641 501	2 604 020	8 121 261	116 121	8 236 423	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(29 442 120)	(35 309 000)	(35 176 429)	(42 086)	(35 218 515)	
Produit de cession	3	1 314 911		60 832		60 832	
Amortissement	4	22 224 519	26 186 970	23 075 399	35 075	23 110 474	
(Gain) perte sur cession	5	358 638		418 847		418 847	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(5 544 052)	(9 122 030)	(11 621 351)	(7 011)	(11 628 362)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	19 160		13 453		13 453	
Variation des stocks de fournitures	9	(59 794)		(27 680)		(27 680)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(117 732)		85 777	(10 042)	75 735	
	11	(158 366)		71 550	(10 042)	61 508	
Gains (pertes) de réévaluation nets	12	(1 060 917)	(6 518 010)	(3 428 540)	99 068	(3 330 431)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	13						
	14	(1 060 917)	(6 518 010)	(3 428 540)	99 068	(3 330 431)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(254 835 276)		(255 896 193)	553 291	(255 341 943)	
Redressement aux exercices antérieurs	16						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(254 835 276)		(255 896 193)	553 291	(255 341 943)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(255 896 193)		(259 324 733)	652 359	(258 672 374)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2012		2013		Total consolidé 1
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	38 401 752	42 751 237	762 977	43 514 214
Placements temporaires	2			181 357	181 357
Débiteurs (note 5)	3	36 300 398	39 813 697	208 114	39 964 747
Prêts (note 6)	4		587 015		587 015
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8		246 582		246 582
	9	74 702 150	83 398 531	1 152 448	84 493 915
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	10 886 517	12 261 510		12 261 510
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	34 651 790	35 781 792	196 320	35 921 048
Revenus reportés (note 12)	13	4 000 891	2 201 289	65 087	2 266 376
Dette à long terme (note 13)	14	277 083 245	288 201 973	238 682	288 440 655
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	3 975 900	4 276 700		4 276 700
	16	330 598 343	342 723 264	500 089	343 166 289
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(255 896 193)	(259 324 733)	652 359	(258 672 374)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	486 858 818	498 480 170	420 598	498 900 768
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 284 652	2 271 199		2 271 199
Stocks de fournitures	20	681 017	708 696		708 696
Autres actifs non financiers (note 17)	21	562 613	476 836	24 961	501 797
	22	490 387 100	501 936 901	445 559	502 382 460
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	4 498 616	4 223 244	916 002	5 139 246
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	16 920 225	20 768 954		20 768 954
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(9 265 828)	(10 513 952)	()	(10 513 952)
Financement des investissements en cours	26	(10 165 257)	(3 249 852)		(3 249 852)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	232 503 151	231 383 774	181 916	231 565 690
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	234 490 907	242 612 168	1 097 918	243 710 086

→ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Déposé le "2014-04-16"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 641 501	8 121 261	116 121	8 236 423
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	22 224 519	23 075 399	35 075	23 110 474
Autres					
- (Gain) perte sur cession	3	358 638	418 847		418 847
-	4				
	5	27 224 658	31 615 507	151 196	31 765 744
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(312 629)	(3 513 299)	(14 232)	(3 529 657)
Autres actifs financiers	7		(246 582)		(246 582)
Créditeurs et charges à payer	8	3 524 650	1 130 002	15 590	1 148 677
Revenus reportés	9	418 018	(1 799 602)	(283)	(1 799 885)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	249 400	300 800		300 800
Propriétés destinées à la revente	11	19 160	13 453		13 453
Stocks de fournitures	12	(59 794)	(27 680)		(27 680)
Autres actifs non financiers	13	(117 732)	85 777	(10 042)	75 735
	14	30 945 731	27 558 376	142 229	27 700 605
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	29 442 120 ) (	35 176 429 ) (	42 086 ) (	35 218 515)
Produit de cession	16	1 314 911	60 832		60 832
	17	(28 127 209)	(35 115 597)	(42 086)	(35 157 683)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	587 015 ) (	) (	587 015)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			8 861	8 861
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22		(587 015)	8 861	(578 154)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	40 921 520	30 736 429		30 736 429
Remboursement de la dette à long terme	24 (	16 223 863 ) (	19 324 465 ) (	15 581 ) (	19 340 046)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(6 548 269)	1 374 993		1 374 993
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(80 526)	(293 236)		(293 236)
Autres	27				
-	28				
	29	18 068 862	12 493 721	(15 581)	12 478 140
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	20 887 384	4 349 485	93 423	4 442 908
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	17 514 368	38 401 752	669 554	39 071 306
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice					
	32	38 401 752	42 751 237	762 977	43 514 214

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalisations 2012 Administration municipale	Budget 2013 Administration municipale	Réalisations 2013 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1 38 208 215	40 738 710	39 712 337	40 364 984
Charges sociales	2 11 807 859	9 447 670	7 558 206	7 649 094
Biens et services	3 27 359 604	28 726 970	30 605 450	32 081 729
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge	4 10 605 620	13 142 050	10 557 522	10 572 219
De l'organisme municipal	5 30 638		28 863	28 863
D'autres organismes municipaux	6 411 169	482 560	442 342	442 342
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8 782 605	792 630	745 254	745 254
Autres frais de financement				
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux	9 9 062 038	11 019 530	11 144 228	11 144 228
Quotes-parts	10 509	8 230	8 284	8 284
Autres	11 3 860 135	3 464 890	4 026 436	2 443 804
Amortissement des immobilisations	12 22 224 519	26 186 970	23 075 399	23 110 474
Autres				
- Créances douteuses	13 174 253	230 000	(105 461)	(105 461)
- Réclam. dommages/intérêts	14 754 212	102 500	1 300 464	1 300 464
- Subventions et autres	15 688 372	709 090	1 049 026	1 049 026
	16 125 969 748	135 051 800	130 148 350	130 835 304

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	103 838 400	104 096 284	101 522 349
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 977 770	2 923 666	2 980 430
Quotes-parts	3			
Transferts	4	14 653 960	16 716 169	7 947 952
Services rendus	5	4 601 365	5 700 464	4 740 580
Imposition de droits	6	4 201 400	4 908 327	5 557 311
Amendes et pénalités	7	3 852 640	3 467 557	3 714 472
Intérêts	8	650 975	1 186 607	1 045 126
Autres revenus	9	3 304 211	72 653	3 621 255
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	138 080 721	139 071 727	131 129 475
Charges				
Administration générale	12	15 875 310	15 286 424	14 776 796
Sécurité publique	13	25 512 590	22 961 440	24 881 827
Transport	14	25 281 790	26 714 147	24 580 875
Hygiène du milieu	15	24 769 710	23 964 521	21 528 391
Santé et bien-être	16	1 205 090	1 192 122	1 144 958
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 122 720	3 185 094	3 052 919
Loisirs et culture	18	25 301 439	25 742 878	24 556 161
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	14 431 320	11 788 678	11 837 643
	21	135 499 969	130 835 304	126 359 570
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 580 752	8 236 423	4 769 905
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		235 473 663	230 703 758
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		235 473 663	230 703 758
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		243 710 086	235 473 663

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 580 752	8 236 423	4 769 905
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	35 309 000 ) (	35 218 515 ) (	29 767 430)
Produit de cession	3		60 832	1 571 675
Amortissement	4	26 223 400	23 110 474	22 262 127
(Gain) perte sur cession	5		418 847	439 654
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(9 085 600)	(11 628 362)	(5 493 974)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		13 453	19 160
Variation des stocks de fournitures	9		(27 680)	(59 794)
Variation des autres actifs non financiers	10		75 735	(196 549)
	11		61 508	(237 183)
	12	(6 504 848)	(3 330 431)	(961 252)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 504 848)	(3 330 431)	(961 252)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(255 341 943)	(254 380 691)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(255 341 943)	(254 380 691)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(258 672 374)	(255 341 943)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	43 514 214	39 071 306
Placements temporaires	2	181 357	190 218
Débiteurs (note 5)	3	39 964 747	36 435 090
Prêts (note 6)	4	587 015	
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	246 582	
	9	84 493 915	75 696 614
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	12 261 510	10 886 517
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	35 921 048	34 772 371
Revenus reportés (note 12)	13	2 266 376	4 066 261
Dette à long terme (note 13)	14	288 440 655	277 337 508
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 276 700	3 975 900
	16	343 166 289	331 038 557
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(258 672 374)	(255 341 943)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	498 900 768	487 272 405
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 271 199	2 284 652
Stocks de fournitures	20	708 696	681 017
Autres actifs non financiers (note 17)	21	501 797	577 532
	22	502 382 460	490 815 606
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	243 710 086	235 473 663

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 236 423		4 769 905
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	23 110 474		22 262 127
Autres				
- Perte (gain) sur cession	3	418 847		439 654
-	4			
	5	31 765 744		27 471 686
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	(3 529 657)		(301 997)
Autres actifs financiers	7	(246 582)		
Créditeurs et charges à payer	8	1 148 677		3 536 509
Revenus reportés	9	(1 799 885)		436 355
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	300 800		249 400
Propriétés destinées à la revente	11	13 453		19 160
Stocks de fournitures	12	(27 680)		(59 794)
Autres actifs non financiers	13	75 735		(196 549)
	14	27 700 605		31 154 770
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(35 218 515 )	(	29 767 430)
Produit de cession	16	60 832		1 571 675
	17	(35 157 683)		(28 195 755)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	(587 015)	()
Remboursement ou cession	19			
Variation nette des placements temporaires	20	8 861		7 819
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22	(578 154)		7 819
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	30 736 429		41 178 284
Remboursement de la dette à long terme	24	(19 340 046 )	(	16 483 128)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 374 993		(6 548 269)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(293 236)		(80 526)
Autres				
-	27			
-	28			
	29	12 478 140		18 066 361
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 442 908		21 033 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	39 071 306		18 038 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	43 514 214		39 071 306

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

Ville de Repentigny est un organisme municipal constitué le 1er juin 2002, en vertu du décret 202-2002 adopté par le gouvernement du Québec. La Ville est issue du regroupement des Villes de Repentigny et Le Gardeur.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs financiers, les passifs, les actifs non financiers, les revenus et les charges de l'administration municipale, ainsi que des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le périmètre comptable de Ville de Repentigny comprend les organismes suivants :

- Centre Communautaire Laurent-Venne Inc.
- Excellence Repentigny
- Festival Feu et Glace
- La fête au petit village
- Les Internationaux de tennis junior du Canada Inc.
- Rendez-vous estival de Le Gardeur Inc.
- Société de gestion du complexe sportif de Repentigny Inc.
- Société de gestion et de développement culturels de Repentigny Inc.
- Société d'évènements de Repentigny
- Société de développement récréotouristique de Repentigny
- Société d'aménagement de l'île Lebel

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui peuvent être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer les activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités. Les actifs financiers de la Ville et des organismes contrôlés sont l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts, l'avance et les propriétés destinées à la revente dont la vente

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

probable est dans l'exercice subséquent.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Ce poste comprend les matériaux, les accessoires, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Ces items sont comptabilisés comme charges au fur et à mesure de leur utilisation. Les stocks sont évalués au prix coûtant établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Catégorie	Durée de vie utile
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Autres	1 an

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la prestation de services.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise. La juste valeur des terrains et infrastructures servant d'assises de rues reçus sous forme d'apports, est comptabilisée au coût des travaux du cédant.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) auxquels contribue la municipalité sont comptabilisés comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur liée au marché quatre (4) ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. La Ville établit le traitement selon la situation à l'intérieur des limites permises.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs financiers, des passifs, des actifs non financiers, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des diverses réclamations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds à des fins fiscales, soit celles impliquant l'excédent accumulé ou des activités d'investissement. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Intérêts sur la dette à long terme

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1er janvier 2001 sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice bien que les intérêts courus soient comptabilisés à titre de passif en contrepartie des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme émise après le 1er janvier 2001 sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Un montant de 14 055 \$ représentant l'intérêt à recevoir sur les financements de l'exercice, a été reconnu comme revenu de taxes en 2013, et sera effectivement taxé en 2014.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût. Les prêts assortis de conditions avantageuses sont présentés à leur valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière.

Frais d'émission d'obligations

Les frais d'émission d'obligations sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la loi, par décrets ou par résolutions adoptées par le conseil municipal.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	7 858 716	8 066 273
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	24 438 864	17 156 210
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	895 341	791 749
Organismes municipaux	8	3 332 269	5 100 428
Autres			
- Constats et droits de mutation	9	2 914 470	3 616 127
- Divers	10	525 087	1 704 303
	11	39 964 747	36 435 090
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	12 302 560	12 375 719
Organismes municipaux	13	686 863	731 779
Autres tiers	14		
	15	12 989 423	13 107 498
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 011 281	1 210 403
Note			
Le montant des taxes municipales faisant l'objet des contestations d'évaluation est 9 637 \$ (103 735 \$ en 2012).			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêt à une coopérative	19	587 015	
-	20		
	21	587 015	
Note			
Le prêt à une coopérative destinée au logement social est sans intérêt. Il vient à échéance en 2015. Le prêt est garanti par une hypothèque de 2e rang.			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(4 222 900)	(3 920 600)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(53 800)	(55 300)
	27	<u>(4 276 700)</u>	<u>(3 975 900)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	4 483 300	3 441 600
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	2 300	2 400
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	238 244	254 326
Régimes de retraite des élus municipaux	32	107 612	104 066
	33	<u>4 831 456</u>	<u>3 802 392</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	55 000	
Autres	35	191 582	
	36	<u>246 582</u>	

Note

Le montant de 191 582 \$ représente une avance versée en vertu d'un protocole d'entente, pour la réalisation de travaux majeurs d'entretien, à une société opérant le Centre récréatif de Repentigny.

10. Emprunts temporaires

En vertu du paragraphe 2 de l'article 567 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a contracté des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses des règlements d'emprunt, en attendant la réalisation du financement permanent.

Le montant d'emprunt autorisé est de 99 346 590 \$ au 31 décembre 2013.

Le montant utilisé à cette même date est de 12 261 510 \$ (10 886 517 \$ au 31 décembre 2012) et porte intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	4 240 736	5 674 060
Salaires et avantages sociaux	38	6 148 412	6 072 759
Dépôts et retenues de garantie	39	4 702 148	3 459 536
Provision pour contestations d'évaluation	40	17 194	123 742
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. du Québec et ses entr.	42	456 511	433 779
- Gouv. du Canada et ses entr.	43	40 137	41 410
- Organismes municipaux	44	676 716	1 127 200
- Intérêts courus sur dette LT	45	2 473 452	2 815 177
- Autres courus et provisions	46	17 165 742	15 024 708
	47	<u>35 921 048</u>	<u>34 772 371</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	218 489	181 484
Transferts	49	1 372 256	3 252 055
Autres			
- Inscriptions Loisirs	50	134 414	134 822
- RREM, Subventions et autres	51	541 217	497 900
	52	2 266 376	4 066 261

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,35	2014	2023	53	274 632 000	261 849 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,68	4,70	2015	2026	57	889 465	1 127 042
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,50	5,95	2031	2032	59	11 979 626	12 854 383
Autres	3,41	5,95	2024	2024	60	3 779 977	4 054 260
					61	291 281 068	279 884 685
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(2 840 413)	(2 547 177)
					63	288 440 655	277 337 508

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2014	64	72	18 001 000	80	1 064 424	89	418 964	97	19 484 388
2015	65	73	18 204 000	81	1 064 424	90	434 789	98	19 703 213
2016	66	74	18 139 000	82	1 064 423	91	407 732	99	19 611 155
2017	67	75	18 116 000	83	1 064 423	92	421 972	100	19 602 395
2018	68	76	17 896 000	84	1 064 423	93	437 511	101	19 397 934
2019 et +	69	77	184 276 000	85	14 016 446	94	2 548 474	102	200 840 920
	70	78	274 632 000	86	19 338 563	95	4 669 442	103	298 640 005
Intérêts et frais accessoires				87	(7 358 937)			104	(7 358 937)
	71	79	274 632 000	88	11 979 626	96	4 669 442	105	291 281 068

Note

L'hypothèque immobilière, au montant de 3 541 295 \$ (3 799 997 \$ en 2012) est garantie par deux propriétés d'une valeur comptable nette de 6 033 740 \$ (6 202 493 \$ en 2012).

L'hypothèque immobilière d'un organisme contrôlé, au montant de 238 682 \$ (254 263 \$ en 2012) est garantie par une propriété d'une valeur comptable de 262 158 \$ (254 581 \$ en 2012).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106 (259 324 733)	(255 896 193)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108 652 359	(553 291)
	109 (258 672 374)	(256 449 484)
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	92 509 863	138	20 618 963	165	1 172	192	113 127 654
Eaux usées	111	217 017 516	139	7 693 845	166	(11 298)	193	224 722 659
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	197 287 945	140	10 277 804	167	4 967	194	207 560 782
Autres	113	76 399 818	141	8 714 670	168	929 786	195	84 184 702
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	69 773 524	143	1 376 417	170	10 613	197	71 139 328
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	15 928 738	145	1 079 974	172	234 972	199	16 773 740
Ameublement et équipement de bureau	118	10 831 306	146	1 105 631	173	333 724	200	11 603 213
Machinerie, outillage et équipement divers	119	7 213 522	147	418 172	174	520 921	201	7 110 773
Terrains	120	25 054 328	148	31 206	175	44 771	202	25 040 763
Autres	121	13 977	149		176		203	13 977
	122	<u>712 030 537</u>	150	<u>51 316 682</u>	177	<u>2 069 628</u>	204	<u>761 277 591</u>
Immobilisations en cours	123	<u>29 101 296</u>	151	<u>(16 098 167)</u>	178		205	<u>13 003 129</u>
	124	<u>741 131 833</u>	152	<u>35 218 515</u>	179	<u>2 069 628</u>	206	<u>774 280 720</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	35 021 363	153	2 752 838	180	117	207	37 774 084
Eaux usées	126	77 003 795	154	5 479 228	181	(6 193)	208	82 489 216
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	73 723 264	155	6 864 941	182	4 506	209	80 583 699
Autres	128	29 056 503	156	3 614 230	183	664 690	210	32 006 043
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	19 632 632	158	1 853 942	185	1 202	212	21 485 372
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	8 217 179	160	925 813	187	190 492	214	8 952 500
Ameublement et équipement de bureau	133	6 702 642	161	1 090 833	188	214 215	215	7 579 260
Machinerie, outillage et équipement divers	134	4 492 556	162	524 166	189	520 921	216	4 495 801
Autres	135	9 494	163	4 483	190		217	13 977
	136	<u>253 859 428</u>	164	<u>23 110 474</u>	191	<u>1 589 950</u>	218	<u>275 379 952</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>487 272 405</u>					219	<u>498 900 768</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	15 853 864	223	2 401	225	613 713	227	15 242 552
Amortissement cumulé	221	(2 272 624)	224	(575 022)	226	(305 549)	228	(2 542 097)
Valeur comptable nette	222	<u>13 581 240</u>					229	<u>12 700 455</u>

Note

La valeur comptable nette des immobilisations corporelles qui ont été mises hors service

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

en 2013 s'établit à 391 039\$ comparativement à 513 814\$ en 2012.

La ville détient le moulin Grenier situé au 912 rue Notre-Dame à titre de trésor historique, ainsi que des toiles et sculptures d'artistes variés à titre d'œuvres d'art.

Le montant des intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élève à 652 398\$.

Le montant des infrastructures et des terrains reçus sous forme d'apports de divers promoteurs et constatées dans les états financiers 2012 sont de l'ordre de 1 698 659\$. Il n'y a aucune transaction de cette nature en 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	1 932 024	1 932 024
Immeubles industriels municipaux	231	381 229	339 682
Autres	232	12 946	12 946
	233	2 326 199	2 284 652
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	55 000	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	2 271 199	2 284 652
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	236 132	232 921
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	237	185 234	253 437
- Avances	238	80 431	91 174
	239	501 797	577 532
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats de service, la Ville et certains organismes contrôlés se sont engagés pour une somme globale de 84 540 970 \$ jusqu'à l'an 2042. Une portion à la charge de l'administration municipale est constituée d'un montant de 16 967 391 \$ attribuable à une délégation à la MRC de L'Assomption de la gestion du contrat de collecte des matières résiduelles, contrat se terminant le 30 septembre 2016. Pour pourvoir à ces engagements, les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé
2014	12 842 321 \$	216 018 \$	13 058 339 \$
2015	11 675 589 \$	216 954 \$	11 892 543 \$
2016	8 456 601 \$	217 909 \$	8 674 510 \$
2017	3 382 141 \$	98 700 \$	3 480 841 \$
2018	3 300 921 \$	-	3 300 921 \$
2019 à 2042	44 133 816 \$	-	44 133 816 \$
	83 791 389 \$	749 581 \$	84 540 970 \$

De plus, au 31 décembre 2013, les engagements de la Ville envers des tiers, relatifs aux activités d'investissement, se chiffrent à 8 982 000 \$.

En vertu d'un protocole d'entente, Ville de Repentigny s'est engagée à acheter à Aréna de Repentigny ltée tous ses droits dans la partie du lot 2 145 530 pour un montant de 2 073 761 \$. Cette acquisition sera financée par un excédent de fonctionnement affecté.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution de l'organisme Centre à Nous pour un montant maximum de 1 144 537 \$. Ce montant correspond au financement hypothécaire de l'immeuble dont l'organisme est propriétaire et dont le solde s'établit à 743 116 \$ au 31 décembre 2013.

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation de territoire du Québec de se porter caution de l'organisme Société de développement récréotouristique de Repentigny pour un montant maximum de 256 764 \$. Ce montant correspond au prêt que la Société a obtenu de la Caisse Populaire pour l'acquisition de l'immeuble portant le numéro civique 404, rue Notre-Dame. Le solde de l'emprunt est de 238 682\$ au 31 décembre 2013.

La Ville s'est engagée, conjointement avec le Comité organisateur des Internationaux de tennis junior du Canada à Repentigny, à indemniser Tennis Canada pour toute dépense, tout dommage, toute réclamation, toute poursuite, toute procédure, tout jugement et tous frais découlant directement ou indirectement de la tenue des compétitions et des gestes posés pour ou au nom du Comité ou pour le non-respect des termes de l'entente.

La Ville ne cautionne ni ne garantie aucune autre partie.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

Des poursuites estimées à 3 335 300 \$ ont été intentées contre Ville de Repentigny. De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser. Toutefois, ils sont d'avis, qu'il y aura un impact financier certain. Conséquemment, une provision du même montant a été imputée aux dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

d) Autres**Risques environnementaux**

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Le chapitre SP3260 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public établissant des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés devra être appliqué à compter de 2015 par Ville de Repentigny.

Protocole d'entente en litige

Un montant de 1 714 037 \$ doit être versé à l'Agence métropolitaine de transport à titre de contribution pour l'élargissement de la voie publique de deux à quatre voies du

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

boulevard Pierre-Le Gardeur sur l'étagement construit dans le cadre du projet du train de l'Est. Ce versement est sujet à l'entrée en vigueur d'un règlement d'emprunt qui exige l'approbation préalable du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Afin d'obtenir cette approbation, un protocole d'entente doit intervenir entre la Ville et l'AMT.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est présenté dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir plutôt qu'à l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs.

Un redressement représentant un reclassement du financement à long terme des activités de fonctionnement de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir a été effectué pour l'exercice financier 2012. Le montant du reclassement est 5 586 405 \$ et n'a aucun effet sur l'excédent de fonctionnement non affecté.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Fonds réservés**Fonds parcs et terrains de jeux**

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Le solde du fonds parcs et terrains de jeux est de 632 533 au 31 décembre 2013.

Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont la limite autorisée est de 5 825 000 \$. Le fonds de roulement sert principalement au financement de dépenses en immobilisations qui doivent être remboursées sur une période maximale de 5 ans. Au cours de 5 prochains exercices, la Ville devra renflouer la partie utilisée de 4 192 202 au 31 décembre 2013.

Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés

Le montant représente l'ensemble des sommes disponibles à la suite de la fermeture des règlements d'emprunt et qui sont réservées, par décision du conseil, pour le remboursement de la dette à long terme.

Financement des activités de fonctionnement

Le montant représente la part des frais reportés ou des dépenses non encore réalisées, financés à long terme, qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement.

24. Opérations du Centre récréatif de Repentigny

Ville de Repentigny a acquis par contrat de location-acquisition, un centre récréatif permettant la pratique de différentes activités.

La Ville a confié à Conception et Gestion Intégrés Inc. la gestion, l'exploitation et l'animation du centre à partir du 15 octobre 2007.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Opérations du Centre récréatif de Repentigny

Les opérations de l'exercice financier conclues par Conception et Gestion Intégrés Inc. sont comptabilisées dans les opérations de la Ville.

25. Opinion des vérificateurs

L'opinion des vérificateurs ne porte pas sur les prévisions budgétaires, ni sur les renseignements consolidés non audités et les autres renseignements non audités.

26. Organismes supramunicipaux**Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)**

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01). Les domaines d'activités sont reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures et services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la CMM un montant de 1 240 821 \$ (1 244 278 \$ en 2012) à titre de quote-part.

Municipalité régionale de comté de L'Assomption (MRC)

La Ville fait partie de la MRC de L'Assomption, qui, en vertu de plusieurs lois édictées par le gouvernement du Québec, exerce les compétences suivantes : conception et révision d'un schéma d'aménagement et de développement visant la gestion de l'urbanisation, la mise en valeur intégrée des ressources et le renforcement des structures municipales, la coordination des règlements d'urbanisme des municipalités locales pour en assurer la conformité au schéma, la planification de la gestion des matières résiduelles, la planification en matière de protection contre les incendies et de sécurité civile, la responsabilité du développement économique par l'entremise du Centre local de développement (CLD), la gestion des cours d'eau et des boisés sous sa juridiction, la gestion du transport en commun et le développement culturel et patrimonial.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la MRC de L'Assomption un montant de 1 786 504 \$ (2 325 732 \$ en 2012) à titre de quote-part. De plus, un montant de 3 724 486 \$ (3 416 777 \$ en 2012) a été versé relativement aux services de transport en commun.

La Ville a délégué à la MRC de L'Assomption sa compétence en matière de gestion des matières résiduelles. En vertu de cette entente, la Ville a versé un montant de 6 008 654 \$ (6 329 903 \$ en 2012) à la MRC de L'Assomption. La charge de l'exercice a été diminuée de 1 726 361 \$ représentant les compensations reçues de la MRC de L'Assomption pour la collecte sélective des matières recyclables ainsi que des redevances pour l'élimination de matières résiduelles.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice 2012 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2013.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 139 246	12 158 376
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 20 768 954	16 920 225
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (10 513 952 ) (	9 265 828)
Financement des investissements en cours	4 (3 249 852)	(10 165 257)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 231 565 690	225 826 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 243 710 086	235 473 663

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Remboursement de la dette	8 2 849 952	3 370 643
- Équilibre budgétaire 2014	9 500 000	
- Dénéigement	10 500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	11 4 065 661	3 096 866
- Équip.et infras / culturel	12 4 605 006	2 600 000
- Surplus - Centre Récréatif	13 410 965	339 807
- Divers programmes municipaux	14 339 287	400 000
- 447, rue du Village	15 175 000	175 000
- Règlement #368	16 71 886	
	17 13 517 757	10 482 316

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 1 632 798	1 082 679
Fonds parcs et terrains de jeux	29 632 533	277 758
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	23 794
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 2 728 569	2 784 376
Financement des activités de fonctionnement	33 2 257 297	2 334 992
Autres		
- Conciliation fins fiscales	34	(65 690)
-	35	
-	36	
-	37	
	38 7 251 197	6 437 909
	39 20 768 954	16 920 225

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

2013

2012

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux	40 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 (	2 186 600 ) (	2 429 500)
Régimes non capitalisés	43 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()
Autres	45 () ()
Régimes non capitalisés	46 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()
Autres			
-	48 () ()
-	49 () ()
	50 (	2 186 600 ) (	2 429 500)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (	8 327 352 ) (	6 836 328)
	52 (	10 513 952 ) (	9 265 828)

Financement des investissements en cours

Financement non utilisé	53	6 293 956	4 678 852
Investissements à financer	54 (	9 543 808 ) (	14 844 109)
	55	(3 249 852)	(10 165 257)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif

Immobilisations	56	498 900 768	487 272 405
Propriétés destinées à la revente	57	2 326 199	2 284 652
Prêts	58	587 015	
Placements à titre d'investissement	59		
Participations dans des entreprises municipales	60		
	61	501 813 982	489 557 057

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	62	288 440 655	277 337 508
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	2 840 413	2 547 177
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (	13 449 518 ) (	13 107 498)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (	7 605 588 ) (	2 774 107)
	66	270 225 962	264 003 080
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	22 330	(272 170)
	68	270 248 292	263 730 910
	69	231 565 690	225 826 147

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Repentigny et le régime de retraite des policiers de la Ville de Repentigny sont des régimes à prestations déterminées enregistrés conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec. Les prestations au titre des services sont calculées en fonction du nombre d'années de service créditées multiplié par un pourcentage du salaire. Les participants et l'employeur se partagent le financement des régimes de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions des régimes. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (3 920 600)	(3 669 800)
Charge de l'exercice	5 (4 483 300)	(3 441 600)
Cotisations versées par l'employeur	6 4 181 000	3 190 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(4 222 900)</u>	<u>(3 920 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 77 750 500	67 718 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (91 435 500)	(80 817 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (13 685 000)	(13 098 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 9 462 100	9 177 700
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (4 222 900)	(3 920 600)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(4 222 900)</u>	<u>(3 920 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 77 750 500	67 718 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (91 435 500)	(80 817 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (13 685 000)	(13 098 300)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 4 638 700	4 426 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 1 000 500	
	21 <u>5 639 200</u>	<u>4 426 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (2 617 500)	(2 515 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 3 021 700	1 910 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 685 400	717 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 707 100</u>	<u>2 628 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 938 800	4 509 600
Rendement espéré des actifs	34 (4 162 600)	(3 696 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 776 200	813 600
Charge de l'exercice	36 <u>4 483 300</u>	<u>3 441 600</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 6 283 900	4 230 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (4 162 600)	(3 696 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 121 300	534 700
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (3 091 100)	(51 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 2 959 600	2 236 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 84 987 100	66 891 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>56</u>	<u>56</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime supplémentaire de retraite non capitalisé représente une entente entre la Ville de Repentigny et un employé cadre retraité quant aux modalités de prise de retraite dont la charge est assumée par la Ville.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (55 300)	(56 700)
Charge de l'exercice	58 (2 300)	(2 400)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 3 800	3 800
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>53 800</u>)	(<u>55 300</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (59 300)	(57 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 5 500	1 700
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>53 800</u>)	(<u>55 300</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 100	100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 100	100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 2 200	2 300
Charge de l'exercice	77 <u>2 300</u>	<u>2 400</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (3 900)	(300)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 22	23
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,00 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 10

Description des régimes et autres renseignements

Régimes enregistrés d'épargne retraite - R.E.E.R. collectif et individuels. Certains employés du secteur Le Gardeur, les pompiers et certains cadres participent à ce régime où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation versée en contrepartie des services courants.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>238 244</u>	<u>254 326</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>11</u>	<u>12</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (RLRQ chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. De plus, Ville de Repentigny rembourse à la MRC de l'Assomption la charge encourue pour les élus de la ville qui y siègent. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>22 366</u>	<u>21 359</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	80 287	77 105
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>27 325</u>	<u>26 961</u>
98	<u>107 612</u>	<u>104 066</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dette à long terme	1	291 042 386
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	9 543 808
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	2 468 216
----------------------------------------	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
------------------------------------------------------------	--	--

Excédent accumulé	7	7 835 819
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	12 989 423
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
-------------------------------------------------------------------------------	---	--

Autres montants	10	662 871
-----------------	----	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	5 619 163
--------------------------------------------------------	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Protocoles de partenariat	12	633 617
-----------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	275 313 517
-------------------------------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	238 682
--------------------------------------------------------------------------------------	----	---------

Endettement net à long terme	16	275 552 199
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	24 211
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	611 546
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	276 187 956
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	276 187 956
-----------------------------------------------------------------------------------	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
------------------------------------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

Déposé le "2014-04-16"

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	73 261 930	73 364 150	70 280 276
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 247 440	1 248 535	1 438 715
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	2 942 420	2 883 026	3 209 310
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	77 451 790	77 495 711	74 928 301
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 900 000	4 698 031	4 822 727
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	3 954 610	3 947 339	3 922 873
Matières résiduelles	13	7 909 220	7 894 678	7 845 746
Autres				
-Entretien des réseaux	14	3 954 610	3 947 339	3 922 873
-Mise à niveau - SPE	15	1 258 290	1 255 972	1 248 810
-Eaux de rejets	16	170 550	198 085	186 244
Centres d'urgence 9-1-1	17	439 330	366 315	365 554
Service de la dette	18	3 800 000	4 123 450	4 170 240
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		169 364	108 981
	21	26 386 610	26 600 573	26 594 048
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	26 386 610	26 600 573	26 594 048
	26	103 838 400	104 096 284	101 522 349

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière 27	54 320	53 660	53 660	55 838
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 28	480	475	475	475
Taxes d'affaires 29				
Compensations pour les terres publiques 30				
	54 800	54 135	54 135	56 313
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 32	883 390	863 153	863 153	881 045
Cégeps et universités 33	51 840	49 663	49 663	51 623
Écoles primaires et secondaires 34	1 946 260	1 918 453	1 918 453	1 949 966
	2 881 490	2 831 269	2 831 269	2 882 634
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière 36				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 37				
Taxes d'affaires 38				
	2 936 290	2 885 404	2 885 404	2 938 947
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 41	40 530	37 705	37 705	40 533
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 42	950	557	557	950
Taxes d'affaires 43				
	41 480	38 262	38 262	41 483
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 45				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 46				
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 48				
Autres 49				
	2 977 770	2 923 666	2 923 666	2 980 430

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	3 180	4 994	5 443
Sécurité publique				
Police	53	28 090	61 589	25 909
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			6 535
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	110 860	106 991	134 017
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	2 350	2 344	2 211
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	150 690	116 129	77 658
Réseau de distribution de l'eau potable	68	44 200	555 276	49 632
Traitement des eaux usées	69	6 430	4 908	3 492
Réseaux d'égout	70	59 660	58 083	58 957
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	42 400	74 902	96 642
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	256 810	433 031	264 907
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	80 650	83 179	212 321
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	275 570	266 922	300 234
Autres	88		1 248	1 406
Réseau d'électricité	89			
	90	1 060 890	1 769 596	1 239 364

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	2 490 660		
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98		9 000	9 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		1 034 174	3 259 605
Réseau de distribution de l'eau potable	107	2 262 670	4 804 369	290 135
Traitement des eaux usées	108		3 274 883	138 648
Réseaux d'égout	109	1 813 170	1 594 644	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	11 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	3 000 000		
Réseau d'électricité	128			
	129	9 577 500	10 717 070	3 688 388

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	3 900 000	4 105 797	4 105 797
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	3 900 000	4 105 797	4 105 797
TOTAL DES TRANSFERTS	139	14 538 390	16 592 463	16 716 169

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	100 000	109 852	93 813
Évaluation	141			
Autres	142	30 680	30 478	29 777
	143	130 680	140 330	123 590
Sécurité publique				
Police	144	116 730	68 333	70 252
Sécurité incendie	145	76 930	111 065	108 464
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	193 660	179 398	178 716
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	720 700	752 190	714 829
Autres	153			
	154	720 700	752 190	714 829
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	705 500	706 447	614 601
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	191 500	151 034	175 876
Réseaux d'égout	158	11 100	9 368	7 462
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	908 100	866 849	797 939
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 953 140	1 938 767	1 815 074

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	60 700	107 061	78 565
Sécurité publique	183	221 590	769 702	246 859
Transport				
Réseau routier	184	83 900	61 169	85 112
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	49 000	48 674	49 125
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		32 285	
Hygiène du milieu	190	45 970	118 659	95 311
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	142 620	135 465	163 949
Loisirs et culture	193	2 237 680	2 572 120	2 206 585
Réseau d'électricité	194			
	195	2 841 460	3 845 135	2 925 506
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	4 794 600	5 783 902	4 740 580
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	326 400	337 969	360 280
Droits de mutation immobilière	198	3 875 000	4 570 358	5 197 031
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	4 201 400	4 908 327	5 557 311
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 852 640	3 467 557	3 714 472
INTÉRÊTS	203	650 000	1 184 290	1 045 126
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(418 847)	(439 654)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		(1 135 064)	55 543
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	2 600 000	173 101	1 886 867
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		42 179	11 593
Autres	210	202 620	651 753	2 106 906
	211	2 802 620	(686 878)	3 621 255

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations 2013	Réalisations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	1 402 530	1 480 603	37 607	1 518 210	1 517 610	1 350 515
2	1 244 900	1 131 104	49 839	1 180 943	1 180 943	1 093 533
3	8 453 490	8 909 714	430 181	9 339 895	9 339 895	9 251 248
4	1 406 050	1 347 983	42 078	1 390 061	1 390 061	852 842
5	1 222 550	854 426	22 604	877 030	877 030	979 375
6	1 021 880	992 777	30 119	1 022 896	1 022 896	997 580
7	304 670	(42 011)		(42 011)	(42 011)	251 703
8	15 056 070	14 674 596	612 428	15 287 024	15 286 424	14 776 796
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
9	17 305 140	15 093 568	707 695	15 801 263	15 801 263	18 244 376
10	5 540 930	5 742 983	580 001	6 322 984	6 322 984	5 763 430
11	26 300	136 700	3 282	139 982	139 982	181 560
12	720 520	694 601	2 610	697 211	697 211	692 461
13	23 592 890	21 667 852	1 293 588	22 961 440	22 961 440	24 881 827
TRANSPORT						
14	2 953 940	3 504 135	7 114 994	10 619 129	10 619 129	11 239 723
15	4 914 060	5 433 680	206 294	5 639 974	5 639 974	5 351 062
16	582 270	589 050	919 039	1 508 089	1 508 089	969 647
17	629 010	611 321	508 351	1 119 672	1 119 672	946 495
18	5 892 270	5 895 142	47 513	5 942 655	5 942 655	6 031 094
19						
20						
21		1 841 774	42 854	1 884 628	1 884 628	42 854
22	14 971 550	17 875 102	8 839 045	26 714 147	26 714 147	24 580 875

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
23	2 968 730	3 021 672	1 239 308	4 260 980	4 260 980	3 772 758
24	1 518 520	1 623 713	1 650 067	3 273 780	3 273 780	3 176 771
25	2 594 780	2 367 969	992 846	3 360 815	3 360 815	3 288 558
26	2 865 090	2 372 923	4 735 891	7 108 814	7 108 814	7 199 610
Déchets domestiques et assimilés						
27	1 890 380	1 878 905		1 878 905	1 878 905	1 827 730
28	1 359 610	1 395 199		1 395 199	1 395 199	1 383 032
Matières recyclables						
Collecte sélective						
29	(12 520)	216 434	4 512	220 946	220 946	(1 604 091)
30	68 910	36 105		36 105	36 105	181 899
Matières organiques						
31	491 490	451 024		451 024	451 024	452 418
32	479 000	434 190		434 190	434 190	451 688
33	434 960	430 007		430 007	430 007	380 443
34	197 590	191 734	42	191 776	191 776	177 183
35						
36						
37		152 547	4 961	157 508	157 508	74 803
38	764 200	751 855	3 806	755 661	755 661	755 793
39	15 700	8 811		8 811	8 811	9 796
40	15 636 440	15 333 088	8 631 433	23 964 521	23 964 521	21 528 391
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
41	735 090	737 297		737 297	737 297	709 292
42						
43	470 000	454 825		454 825	454 825	435 666
44	1 205 090	1 192 122		1 192 122	1 192 122	1 144 958
45	2 140 140	2 238 041	96 775	2 334 816	2 334 816	2 129 661
46						938
47		2 500		2 500	2 500	
48	424 860	481 767	9 051	490 818	490 818	484 070
49	76 800	38 057		38 057	38 057	76 817
50	336 660	327 191	27 820	355 011	355 011	339 104
51	1 880	(36 108)		(36 108)	(36 108)	22 329
52	2 980 340	3 048 948	136 146	3 185 094	3 185 094	3 052 919
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage						
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux						
Autres biens						
Promotion et développement économique						
Industries et commerces						
Tourisme						
Autres						
Autres						

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012	
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 942 850	3 149 577	354 375	3 503 952	3 263 823	2 950 942
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 502 290	2 385 976	15 992	2 401 968	2 472 173	2 128 851
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 668 400	2 731 207	485 624	3 216 831	3 216 831	3 028 160
Parcs et terrains de jeux	56	7 064 200	7 420 546	2 298 179	9 718 725	9 841 775	10 066 337
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	482 370	615 253	3 411	618 664	1 156 100	1 002 301
Autres	59	569 010	217 221	47 137	264 358	328 009	590 919
	60	16 229 120	16 519 780	3 204 718	19 724 498	20 278 711	19 767 510
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	448 570	447 741	63 563	511 304	508 660	392 770
Bibliothèques	62	2 747 570	2 754 137	226 542	2 980 679	2 980 679	2 807 700
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	324 800	546 498	16 589	563 087	563 087	401 253
Autres ressources du patrimoine	64			9 780	9 780	9 780	8 169
Autres	65	1 255 150	1 239 106	41 567	1 280 673	1 401 961	1 178 759
	66	4 776 090	4 987 482	358 041	5 345 523	5 464 167	4 788 651
	67	21 005 210	21 507 262	3 562 759	25 070 021	25 742 878	24 556 161
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	13 160 930	10 346 599		10 346 599	10 361 296	10 424 070
Autres frais	70	463 680	682 128		682 128	682 128	630 968
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	782 630	752 582		752 582	752 582	792 690
Autres	72	10 000	(7 328)		(7 328)	(7 328)	(10 085)
	73	14 417 240	11 773 981		11 773 981	11 788 678	11 837 643
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	26 186 970	23 075 399	(23 075 399)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Repentigny. Ce taux a été établi par la direction de Ville de Repentigny sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Repentigny a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à Ville de Repentigny de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Gendron Ouellette Perreault

GENDRON OUELLETTE PERREAUULT CPA INC. (1)
Société de comptables professionnels agréés

(1) Par Stéphane Gendron, CPA auditeur, CGA

DATE 2014-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>104 114 882</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	1 404
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	17 194
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>104 096 284</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	104 096 284
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	17 194
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>104 113 478</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 239 293	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	366 315	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>10 605 608</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>93 507 870</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>8 233 007 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>8 290 966 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>8 261 986 900</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>93 507 870</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>8 261 986 900</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="8"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 107 500	4 347 146	975 867
Usines de traitement de l'eau potable	2	100 000	1 330 359	3 624 177
Usines et bassins d'épuration	3		3 806 044	3 713 734
Conduites d'égout	4	5 745 200	3 448 392	1 342 025
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	200 000	5 799	4 394
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	17 698 900	9 597 582	7 066 015
Ponts, tunnels et viaducs	7		647 393	
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 209 900	1 749 863	925 625
Aires de stationnement	9			698 805
Parcs et terrains de jeux	10	2 767 700	6 274 913	5 560 673
Autres infrastructures	11	50 000	93 941	188 949
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	495 465	759 690	1 645 154
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 071 835	513 730	1 293 404
Améliorations locatives				
15				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	510 500	1 079 974	792 744
Ameublement et équipement de bureau	18	1 098 000	1 081 021	1 283 589
Machinerie, outillage et équipement divers	19	254 000	409 377	449 077
Terrains	20		31 205	197 221
Autres	21			5 977
	22	35 309 000	35 176 429	29 767 430

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 347 146	534 107
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 276 290	3 354 553
Usines et bassins d'épuration	25		3 518 001	2 165 656
Conduites d'égout	26		3 355 235	302 968
Autres infrastructures	27		13 091 098	8 171 485
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			441 760
Usines de traitement de l'eau potable	29		54 069	269 624
Usines et bassins d'épuration	30		288 043	1 548 078
Conduites d'égout	31		93 157	1 039 057
Autres infrastructures	32		5 278 393	6 272 976
Autres immobilisations	33		3 874 997	5 667 166
	34		35 176 429	29 767 430

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	261 849 000	30 681 543	17 898 543	274 632 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 127 042		237 577	889 465
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	12 854 383	54 886	929 643	11 979 626
Autres	6	4 054 260		274 283	3 779 977
	7	279 884 685	30 736 429	19 340 046	291 281 068
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	3 292 130	511 906	954 084	2 849 952
Réserves financières et fonds réservés	10	5 143 162	702 044	859 339	4 985 867
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	60 853 982	1 505 034	5 114 166	57 244 850
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	197 487 913	25 851 367	10 791 175	212 548 105
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	266 777 187	28 570 351	17 718 764	277 628 774
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 375 719	1 434 007	1 507 166	12 302 560
Organismes municipaux	17	731 779		44 916	686 863
Autres tiers	18				
	19	13 107 498	1 434 007	1 552 082	12 989 423
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20		524 184	64 089	460 095
	21	13 107 498	1 958 191	1 616 171	13 449 518
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24		207 887	5 111	202 776
	25	13 107 498	2 166 078	1 621 282	13 652 294
	26	279 884 685	30 736 429	19 340 046	291 281 068
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	279 884 685	30 736 429	19 340 046	291 281 068

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	366 110	354 557	408 155
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	360	293	292
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	3 719 570	3 724 486	3 416 778
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 810 990	4 934 411	3 174 629
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	469 450	470 944	467 703
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	735 090	736 487	709 292
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	26 670	31 994	25 727
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	498 830	495 833	478 290
Autres	21	1 880	5 438	1 814
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	390 580	389 785	379 358
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 019 530	11 144 228	9 062 038

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1 98,00	33,75	9 550 166	1 791 905	11 342 071
Professionnels	2 4,00	33,75	383 865	59 087	442 952
Cols blancs	3 221,30	33,50	10 057 328	2 148 853	12 206 181
Cols bleus	4 124,60	40,00	7 435 536	1 647 098	9 082 634
Policiers	5 103,70	40,00	8 741 752	1 238 772	9 980 524
Pompiers	6 46,30	40,00	2 816 706	524 549	3 341 255
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8 597,90		38 985 353	7 410 264	46 395 617
	9 13,00		726 984	147 942	874 926
	10 610,90		39 712 337	7 558 206	47 270 543

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11			
Eau et égout	12	116 129	731 988	1 150 303
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13	43 370	511 906	5 359 645
Réseau de distribution de l'eau potable	14	4 908	2 317 962	3 279 791
Traitement des eaux usées	15	58 083	1 652 727	1 652 727
Réseaux d'égout	16	5 140 997	5 149 997	5 149 997
Autres	17	5 363 487	3 561 856	16 592 463
		7 667 120		

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement				
	+	=	=	-								
Administration générale												
Application de la loi	1	1 131 104	27	49 839	53	1 180 943	79	122 213	105	1 058 730	131	9 357
Évaluation	2	854 426	28	22 604	54	877 030	80	14 631	106	862 399	132	11 584
Autres	3	12 689 066	29	539 985	55	13 229 051	81	110 548	107	13 118 503	133	372 457
	4	14 674 596	30	612 428	56	15 287 024	82	247 392	108	15 039 632	134	393 398
Sécurité publique												
Police	5	15 093 568	31	707 695	57	15 801 263	83	280 063	109	15 521 200	135	366 785
Sécurité incendie	6	5 742 983	32	580 001	58	6 322 984	84	660 729	110	5 662 255	136	199 628
Sécurité civile	7	136 700	33	3 282	59	139 982	85		111	139 982	137	
Autres	8	694 601	34	2 610	60	697 211	86	8 307	112	688 904	138	
	9	21 667 852	35	1 293 588	61	22 961 440	87	949 099	113	22 012 341	139	566 413
Transport												
Réseau routier	10	3 504 135	36	7 114 994	62	10 619 129	88	53 130	114	10 565 999	140	4 236 736
Voiture municipale	11	5 433 680	37	206 294	63	5 639 974	89	8 039	115	5 631 935	141	11 218
Enlèvement de la neige	12	1 200 371	38	1 427 390	64	2 627 761	90		116	2 627 761	142	252 698
Autres	13	5 895 142	39	47 513	65	5 942 655	91	800 864	117	5 141 791	143	19 860
Transport collectif	14	1 841 774	40	42 854	66	1 884 628	92	32 285	118	1 852 343	144	6 972
Autres	15	17 875 102	41	8 839 045	67	26 714 147	93	894 318	119	25 819 829	145	4 527 484
Hygiène du milieu												
Eau et égout	16	3 021 672	42	1 239 308	68	4 260 980	94	706 447	120	3 554 533	146	764 437
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 623 713	43	1 650 067	69	3 273 780	95	33 969	121	3 239 811	147	611 924
Réseau de distribution de l'eau potable	18	2 367 969	44	992 846	70	3 360 815	96	162 784	122	3 198 031	148	347 666
Traitement des eaux usées	19	2 372 923	45	4 735 891	71	7 108 814	97	73 940	123	7 034 874	149	1 873 349
Réseaux d'égout	20	3 274 104	46		72	3 274 104	98		124	3 274 104	150	
Matières résiduelles	21	1 759 494	47	4 554	73	1 764 048	99		125	1 764 048	151	
Déchets domestiques et assimilés	22	152 547	48	4 961	74	157 508	100		126	157 508	152	
Matières recyclables	23	751 855	49	3 806	75	755 661	101	8 368	127	747 293	153	1 996
Autres	24	8 811	50	8 811	76	8 811	102		128	8 811	154	
Cours d'eau	25	15 333 088	51	8 631 433	77	23 964 521	103	985 508	129	22 979 013	155	3 599 372
Protection de l'environnement	26		52		78		104		130		156	
Autres												

Déposé le "2014-04-16"

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement		+ =	Amortissement des immobilisations		- =	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	157	172		187	202						217
	158	173	188	203	218					
	159	174	189	204	219					
	160	175	190	205	220					235
Santé et bien-être										
Logement social		737 297	187	737 297	202		737 297	217	737 297	232
Sécurité du revenu			188		203			218		233
Autres		454 825	189	454 825	204		454 825	219	454 825	234
	160	1 192 122	190	1 192 122	205		1 192 122	220	1 192 122	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 238 041	191	2 334 816	206		2 282 371	221	2 282 371	236
Rénovation urbaine	162		192	2 500	207		2 500	222	2 500	237
Promotion et développement économique	163	847 015	193	883 886	208		863 357	223	863 357	238
Autres	164	(36 108)	194	(36 108)	209		(98 599)	224	(98 599)	239
	165	3 048 948	195	3 185 094	210		3 049 629	225	3 049 629	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	16 519 780	196	19 724 498	211		17 348 346	226	17 348 346	241
Activités culturelles	167	2 754 137	197	2 980 679	212		2 911 866	227	2 911 866	242
Bibliothèques	168	2 233 345	198	2 364 844	213		2 237 689	228	2 237 689	243
Autres	169	21 507 262	199	25 070 021	214		22 497 901	229	22 497 901	244
	170		200		215			230		245
Réseau d'électricité										
	171	95 298 970	201	118 374 369	216		112 590 467	231	112 590 467	246
										11 773 981

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	34 868 217	29 054 875
Frais de financement	4	308 212	387 245
Autres	5		
	6	35 176 429	29 442 120

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	4 498 616	3 957 059
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	65 690	
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 564 306	3 957 059
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 699 052	5 440 791
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(549 789)	684
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 490 325)	(4 899 918)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(341 062)	541 557
Solde à la fin de l'exercice	12	4 223 244	4 498 616
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	10 482 316	5 844 835
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	10 482 316	5 844 835
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 028 685)	(262 437)
Activités d'investissement	17	(426 199)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 490 325	4 899 918
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	3 035 441	4 637 481
Solde à la fin de l'exercice	22	13 517 757	10 482 316
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	6 437 909	5 705 515
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	6 437 909	5 705 515
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 769 974	1 793 679
Activités d'investissement	27	(1 410 500)	(1 683 290)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	453 814	622 005
	30	813 288	732 394
Solde à la fin de l'exercice	31	7 251 197	6 437 909

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(9 265 828)	(2 672 400)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(5 586 405)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(9 265 828)	(8 258 805)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(2 573 931)	(2 263 665)
	43	(2 573 931)	(2 263 665)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	242 900	242 900
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	1 082 907	1 013 742
	46	1 325 807	1 256 642
Solde à la fin de l'exercice	47	(10 513 952)	(9 265 828)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(10 165 257)	(22 876 171)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(10 165 257)	(22 876 171)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	7 369 219	13 332 919
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	52		
Excédent de fonctionnement affecté			
	53		
Réserves financières et fonds réservés			
	54	(453 814)	(622 005)
	55	6 915 405	12 710 914
Solde à la fin de l'exercice	56	(3 249 852)	(10 165 257)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	232 503 151	239 890 568
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		6 836 328
Solde redressé au début de l'exercice	59	232 503 151	246 726 896
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	60		
Excédent de fonctionnement affecté			
	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	(1 119 377)	(14 223 745)
Solde à la fin de l'exercice	63	231 383 774	232 503 151

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 825 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 825 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 825 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Activités d'emprunt fermés d'investissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre		
	1	2	3	4	5	6	7		
Montant non réservé									
Montant réservé pour le service de la dette	8	2 784 376	9	10	713 11	105 309 12	161 829 13	14	2 728 569
	15	2 784 376	16	17	713 18	105 309 19	161 829 20	21	2 728 569

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales**

		Du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [7] [5] [8] [3] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [7] [5] [8] [3] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[1] , [9] [5] [7] [3] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[1] , [9] [7] [2] [4] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [5] [1] [6] [6] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[0] , [7] [5] [8] [3] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[0] , [0] [1] [5] [1] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[1] [1] [0] , [0] [0]	\$
Matières résiduelles	5	[2] [2] [0] , [0] [0]	\$
		% de la valeur locative	
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	[] [] , [] [] [] []	%

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien infrastructures municipales	110,0000	4	
Eau à la consommation	,5750	7	de 1 à 227 mètres cubes
Eau à la consommation	,6578	7	+ de 227 mètres cubes
Eau - Catégorie industrielle	,6000	7	du mètre cube
Mise à niveau de l'usine de purification	35,0000	4	
Rejets des eaux usées	,1500	7	du mètre cube
Dette ancienne ville (Repentigny)	,0258	1	
Dette ancienne ville (Le Gardeur)	,0693	1	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient annuellement selon chaque règlement et le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	1 404 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	12 993 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	163 774 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 435, boul. Iberville
(no) (rue)
Repentigny J6A 2B6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finance@ville.repentigny.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Diane Pelchat, CPA, CGA

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pelchatd@ville.repentigny.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Gendron Ouellette Perreault CPA Inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 818, rue Notre-Dame, bureau 200
(no) (rue)
Repentigny J5Y 1B7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 704-4601
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 704-4607
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s.gendron@gopcomptables.com

Responsable du dossier Stéphane Gendron, CPA auditeur, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Diane Pelchat , atteste que le rapport financier consolidé de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-15 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Repentigny consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Repentigny détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 8 236 423 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1318 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-03-28 13:40:57

Date de transmission au Ministère : 2014/04/16

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Repentigny

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

Déposé le "2014-04-16"

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus							
Fonctionnement	1	124 863 072	125 478 320	127 167 897	3 218 164	127 970 013	11 101 714
Investissement	2	5 748 177	12 177 500	11 101 714		11 101 714	
	3	130 611 249	137 655 820	138 269 611	3 218 164	139 071 727	
Charges	4	125 969 748	135 051 800	130 148 350	3 102 043	130 835 304	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 641 501	2 604 020	8 121 261	116 121	8 236 423	
Moins : revenus d'investissement	6	(5 748 177)	(12 177 500)	(11 101 714)	()	(11 101 714)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 106 676)	(9 573 480)	(2 980 453)	116 121	(2 865 291)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	22 224 519	26 186 970	23 075 399	35 075	23 110 474	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	821 039		2 573 931		2 573 931	
Remboursement de la dette à long terme	10	(14 720 182)	(16 437 360)	(17 017 479)	(15 581)	(17 033 060)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(1 697 147)	()	(956 078)	(42 086)	(998 164)	
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 774 826)	(176 130)	(434 400)		(434 400)	
Autres éléments de conciliation	13	1 694 064	438 132	438 132		438 132	
	14	6 547 467	9 573 480	7 679 505	(22 592)	7 656 913	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	5 440 791	4 699 052	4 699 052	93 529	4 791 622	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	36 300 398	39 813 697	39 964 747
Autres	2	38 401 752	43 584 834	39 261 524
	3	74 702 150	83 398 531	75 696 614
Passifs				
Dette à long terme	4	277 083 245	288 201 973	277 337 508
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	3 975 900	4 276 700	3 975 900
Autres	6	49 539 198	50 244 591	49 725 149
	7	330 598 343	342 723 264	331 038 557
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(255 896 193)	(259 324 733)	(255 341 943)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	486 858 818	498 480 170	487 272 405
Autres	10	3 528 282	3 456 731	3 543 201
	11	490 387 100	501 936 901	490 815 606
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	4 498 616	4 223 244	5 139 246
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	16 920 225	20 768 954	16 920 225
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	9 265 828 ) (	10 513 952 ) (	10 513 952) (
Financement des investissements en cours	15	(10 165 257)	(3 249 852)	(3 249 852)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	232 503 151	231 383 774	225 826 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	234 490 907	242 612 168	243 710 086

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Remboursement de la dette	19	2 849 952	3 370 643
- Équilibre budgétaire 2014	20	500 000	
- Dénéigement	21	500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	22	4 065 661	3 096 866
- Equip.et infras / culturel	23	4 605 006	2 600 000
- Surplus - Centre Récréatif	24	410 965	339 807
- Divers programmes municipaux	25	339 287	400 000
- 447, rue du Village	26	175 000	175 000
- Règlement #368	27	71 886	
	28	13 517 757	10 482 316
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29		
	30	13 517 757	10 482 316
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	7 251 197	6 437 909
	33	20 768 954	16 920 225

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	101 413 368	103 838 400	103 926 920	103 926 920
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 980 430	2 977 770	2 923 666	2 923 666
Quotes-parts	3				
Transferts	4	4 119 790	4 960 890	5 875 393	5 999 099
Services rendus	5	4 843 362	4 794 600	5 783 902	5 700 464
Autres	6	11 506 122	8 906 660	8 658 016	9 419 864
	7	124 863 072	125 478 320	127 167 897	127 970 013
Investissement					
Taxes	8	108 981		169 364	169 364
Quotes-parts	9				
Transferts	10	3 688 388	9 577 500	10 717 070	10 717 070
Autres	11	1 950 808	2 600 000	215 280	215 280
	12	5 748 177	12 177 500	11 101 714	11 101 714
	13	130 611 249	137 655 820	138 269 611	139 071 727

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Administration générale						
Évaluation	1 222 550	854 426	22 604	877 030	877 030	979 375
Autres	13 833 520	13 820 170	589 824	14 409 994	14 409 394	13 797 421
Sécurité publique						
Police	17 305 140	15 093 568	707 695	15 801 263	15 801 263	18 244 376
Sécurité incendie	5 540 930	5 742 983	580 001	6 322 984	6 322 984	5 763 430
Autres	746 820	831 301	5 892	837 193	837 193	874 021
Transport						
Réseau routier	9 079 280	10 138 186	8 748 678	18 886 864	18 886 864	18 506 927
Transport collectif	5 892 270	5 895 142	47 513	5 942 655	5 942 655	6 031 094
Autres		1 841 774	42 854	1 884 628	1 884 628	42 854
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9 947 120	9 386 277	8 618 112	18 004 389	18 004 389	17 437 697
Matières résiduelles	4 909 420	5 033 598	4 554	5 038 152	5 038 152	3 250 302
Autres	779 900	913 213	8 767	921 980	921 980	840 392
Santé et bien-être	1 205 090	1 192 122		1 192 122	1 192 122	1 144 958
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	2 140 140	2 238 041	96 775	2 334 816	2 334 816	2 129 661
Promotion et développement économique	838 320	847 015	36 871	883 886	883 886	899 991
Autres	1 880	(36 108)	2 500	(33 608)	(33 608)	23 267
Loisirs et culture	21 005 210	21 507 262	3 562 759	25 070 021	25 742 878	24 556 161
Réseau d'électricité						
Frais de financement	14 417 240	11 773 981		11 773 981	11 788 678	11 837 643
Amortissement des immobilisations	26 186 970	23 075 399	(23 075 399)			
	135 051 800	130 148 350		130 148 350	130 835 304	126 359 570

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3